



LES FONDEMENTS D'UNE NATION

Des analyses de mouvements contraires à l'émancipation revisitent le processus de formation de l'État brésilien et son rapport à l'Amérique hispanique

Christina Queiroz | ILLUSTRATIONS Gustavo Piqueira

Sujet de débats universitaires depuis le XIX^e siècle, la cohésion du territoire brésilien après l'indépendance a été, pendant des décennies, analysée en opposition aux processus de l'Amérique hispanique, qui ont abouti à la formation de 18 pays. Dans cette vaste trajectoire de recherches, l'esclavage d'Africains, les systèmes administratifs coloniaux, le processus de formation des identités nationales respectives et la définition de territoires ont servi de base pour montrer les différences entre les destins des colonies. Cette approche a commencé à changer au milieu du XX^e siècle. Les études actuelles nuancent ces comparaisons et mettent en évidence les divergences qui ont marqué la constitution du Brésil et les tentatives de rupture avec le gouvernement de Dom Pedro I [1798-1834].

L'historienne Andréa Slemian de l'Université fédérale de São Paulo (Unifesp) observe qu'« au début du XIX^e siècle, la région que nous appelons aujourd'hui Brésil était composée de plusieurs parties plus ou moins connectées, et l'administration coloniale ne les contrôlait pas toutes. Jusqu'en 1825 au moins, le territoire national n'était pas garanti à cause des mouvements contraires à l'émancipation du Portugal ». Selon elle, l'historiographie s'est attachée à démontrer que l'image de l'existence d'un territoire cohésif était un récit construit pendant la période impériale, qu'il a traversé la République et s'est maintenu jusqu'aux jours actuels. Pour l'historienne Maria Ligia Coelho Prado, de l'Université de São Paulo (USP), « les politiciens, les historiens et les hommes de lettres ont valorisé la perspective de la grandeur et de l'union du territoire national ;

ils ont opposé cette caractéristique à la fragmentation de l'Amérique espagnole ».

Dans le même ordre d'idées, l'historien Marcelo Cheche Galves de l'Université d'État du Maranhão (UEMA) signale qu'au XIX^e siècle, surtout, le récit historique valorisait l'unité territoriale du pays. Comme exemple de cette tendance, il cite les textes de Francisco Adolfo de Varnhagen [1816-1878]. Historien, militaire et diplomate brésilien, Varnhagen voyait le Brésil comme « héritier du Portugal » et l'indépendance comme résultat d'une « scission au sein de la famille portugaise ». Le diplomate, historien et bibliophile Manuel de Oliveira Lima [1867-1928] a même utilisé l'expression « séparation à l'amiable » en référence à l'indépendance. « Ces idées ont formé la base de notre historiographie et ont eu un impact sur le développement de ce domaine de connaissance », affirme Galves.

Dans les années 1970, grâce à des études comme celles de l'historien Carlos Guilherme Mota (USP), cette perspective a commencé à changer. Mota a analysé l'indépendance à partir d'éléments tels que les appropriations de l'idéologie du Siècle des lumières dans des projets émancipateurs de colonies locaux, et il a ainsi affirmé que le Brésil était encore dépendant de métropoles européennes dans les années 1970. La réflexion s'est approfondie à partir des recherches des historiens Maria Odila da Silva Leite, dans les années 1970, et István Jancsó [1938-2010], également de l'USP, au début du XXI^e siècle. Tous deux estimaient qu'il fallait penser « les indépendances » du Brésil au pluriel. Galves précise qu'« en 1972, l'année où ont été célébrés les 150 ans de l'émancipation, le gouvernement militaire [1964-1985] s'est appro-



À côté, carte du territoire actuel de l'État de l'Acre, alors appelé « région litigieuse ». Ci-dessus, photographie après la signature du Traité de Petrópolis en 1903, quand l'annexion a été officialisée

1

prié l'anniversaire pour affirmer que Dom Pedro I avait donné l'indépendance politique au Brésil, et les militaires, l'indépendance économique ».

Galves est un des chercheurs qui se sont penchés sur la pluralité du processus d'indépendance. Pour lui, le projet d'autonomie imaginé par Dom Pedro I répondait aux intérêts de provinces comme Rio de Janeiro, Minas Gerais et São Paulo, au détriment des demandes d'autres provinces. C'est pour cette raison qu'ont éclaté des guerres régionales en opposition au projet du gouvernement impérial de l'époque, parmi lesquelles la Guerre des Farrapos [1835-1845], dans la province de São Pedro du Rio Grande do Sul, la révolte sociale *Cabanagem* [1835-1840], dans la province du Grão-Pará, et la *Sabinada* [1837-1838] à Bahia. « Dans l'état du Maranhão, la population s'identifiait plus au Portugal qu'à la Cour de Rio de Janeiro. [...] Même si le projet de la Cour est sorti vainqueur, il n'a pas été le seul ».

Le géographe Manoel Fernandes de Sousa Neto (USP) rappelle que le Grão-Pará et le Maranhão ont existé en tant qu'État séparé du Brésil jusqu'au début des années 1820, quand chaque région a signé un traité pour intégrer le projet conçu par le gouvernement de Dom Pedro I. L'État de l'Acre, par contre – une région qui appartenait à la Bolivie et au Pérou – a vécu des conflits armés pendant des années et n'a été annexé au pays qu'en 1903, après la signature du Traité de Petrópolis. « Jusqu'au début du XX^e siècle, le Brésil a conquis des territoires », note Galves, « tandis

que l'Amérique hispanique était marquée par un processus de désintégration territoriale des anciens domaines espagnols ».

En partant des réflexions développées par Antonio Carlos Robert de Moraes [1954-2015], géographe et chercheur en sciences sociales, Sousa Neto affirme que depuis l'indépendance, le pays a investi dans la formation des dites « épargnes territoriales » : « Les dirigeants ont lutté pour incorporer des régions au Nord dans le but de disposer de fonds territoriaux pouvant être exploités économiquement, car la nation se formait et exigeait des ressources naturelles pour se moderniser ». Pour l'auteur, cette logique est à la base des enjeux actuels sur la dévastation de la forêt amazonienne pour des activités minières illégales et la culture de soja.

Au vu des pluralités d'intérêts et des conflits entre provinces pendant le processus d'indépendance, une autre question centrale a mobilisé la recherche scientifique sur le sujet : en fin de compte, pourquoi le Brésil ne s'est-il pas fragmenté ? Il n'y a pas de consensus au niveau des réponses en raison de l'analyse de différents objets d'études, dont l'esclavage.

Avec des contextes historiques et des motivations spécifiques, certaines rébellions sur le territoire national pendant le processus d'indépendance couvraient des revendications communes, à l'exemple de : la quête d'autonomie des provinces

pour le paiement d'impôts, l'insatisfaction par rapport aux problèmes économiques et à la présence de Portugais à des postes administratifs. Comme la plupart d'entre elles n'apportaient pas de programmes anti-esclavagistes et ne tenaient pas compte des esclaves, toute possibilité de radicalisation était impossible. « Après la défaite des mouvements insurrectionnels, les élites dirigeantes de provinces comme São Pedro do Rio Grande do Sul et Bahia, par exemple, ont renoué les relations avec le gouvernement impérial pour que leurs demandes soient partiellement satisfaites sans affecter l'ordre esclavagiste, à ce moment-là central pour les activités économiques du pays », indique l'historien Rafael Marquese (USP). Ce dernier base son argument sur les réflexions des politologues et historiens José Murilo de Carvalho, de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), et Luiz Felipe de Alencastro, de l'École d'économie de São Paulo de la Fondation Getulio Vargas (EESP-FGV). Il explique qu'au XVIII^e siècle, l'Amérique portugaise possédait 18 capitaineries, dont les marchés étaient intégrés à partir des activités minières : « l'esclavage existait dans toutes les régions dominées par les colons Blancs et il structurait les relations de la société. Même s'il s'agissait d'un monde criblé de tensions, le régime esclavagiste a créé la soudure nécessaire à la formation de l'État brésilien, parce qu'il uniformisait le paysage social et unissait les élites autour d'un même intérêt, qui était le maintien de l'esclavage ».

Prado signale qu'en Amérique hispanique, par contre, plusieurs situations étaient différentes. Les esclaves africains qui vivaient au Mexique, en Argentine et en Uruguay étaient moins nombreux que la population de personnes assujetties en Colombie, au Venezuela, à Haïti et à Cuba : « Dans le cas exceptionnel des colonies françaises de Saint Domingue, future Haïti, après l'abolition de l'esclavage par la Révolution française [1789-1799], les esclaves ont été les leaders et les agents de la conquête de l'indépendance ; ils ont même expulsé les Blancs de leur territoire. [...] Quant à Cuba, elle est restée une colonie espagnole plus longtemps et n'est devenue indépendante qu'en 1898. Les élites craignant une rébellion comme celle qui avait eu lieu à Haïti, elles se sont alliées au pouvoir colonial pour garantir le maintien de l'ordre esclavagiste ».

Malgré la volonté de nuancer l'antagonisme des analyses sur les processus d'autonomie des nations latino-américaines et du Brésil, les règnes de l'Espagne et du Portugal ont pris des chemins différents après l'invasion de la péninsule ibérique par les troupes de l'empereur français Napoléon Bonaparte [1769-1821] en 1807. Le roi Dom João VI [1767-1826] a décidé de quitter le Portugal et de s'installer au Brésil ; Fernando VII

[1784-1833], roi d'Espagne, a été fait prisonnier en France et remplacé sur le trône par le frère de l'empereur français, Joseph Bonaparte [1768-1844]. « Avec la prison du roi d'Espagne, il y a eu une résistance interne contre le monarque français. En Amérique espagnole, une grande agitation politique a commencé à remettre en question la loyauté envers le nouveau gouvernement métropolitain », précise Prado.

Dans le cas du Brésil, l'historienne considère que le transfert de la Cour à Rio de Janeiro a contribué au maintien de l'idée de cohésion territoriale : « Cela s'est accentué quand, plus tard, le fils de Dom João a pris la tête du processus d'indépendance ». Dans le cadre d'une recherche sur les procès-verbaux des conseils municipaux et sur les journaux de différentes provinces, financée par la FAPESP, l'historien Jean Marcel Carvalho França, de l'Université d'État de São Paulo (UNESP, campus de Franca), a constaté que Dom Pedro I était reconnu comme leader et bénéficiait du soutien populaire, y compris dans les petites communautés de province. Un des résultats de l'étude qui s'est achevée en 2021 est la création d'une banque de données ouverte aux chercheurs. « En dépit des mouvements rebelles, le climat était en général euphorique vis-à-vis de la figure du prince, qui a collaboré au processus de consolidation du territoire national ». Pour étayer ses propos, França s'appuie notamment sur des articles du journal *O Espelho*, qui a circulé à Rio de Janeiro entre 1821 et 1823.

D'après Prado (USP), l'autre aspect qui définit le destin de l'Amérique hispanique est que l'Espagne possédait, pendant la colonisation, un système administratif différent du modèle portugais. La région était divisée entre quatre vice-royautés : celui du Pérou, dont le siège était à Lima ; la Nouvelle-Espagne, à Mexico ; la Nouvelle-Grenade, à Bogota ; et le Rio de la Plata, à Buenos Aires. D'autre part, il y avait quatre capitaineries générales : du Venezuela, du Chili, de Cuba et du Guatemala. « Ces éléments de la division administrative relevaient d'une puissance supérieure, la Couronne espagnole ».

L'historienne Gabriela Pellegrino Soares (USP) explique qu'au début, les vice-royautés étaient fidèles au roi d'Espagne alors emprisonné, mais peu à peu, cette attitude a laissé la place à des projets d'autonomie et de rupture avec le pouvoir colonial : « Ainsi, les régions ont commencé à organiser des armées révolutionnaires pour rompre avec l'Espagne. En 1814, Napoléon subissait des défaites et le roi Fernando VII a retrouvé son trône à la tête de l'Empire. Du coup, l'Espagne a envoyé une grande armée pour contenir les mouvements dissidents en cours ». Comme les

groupes rebelles étaient nombreux et que l'armée du pays disposait d'un contingent limité de soldats, l'Espagne a d'abord mobilisé ses troupes pour combattre les mouvements d'insurrection dans la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade, où le groupe d'insurgés était commandé par le général et leader révolutionnaire Simon Bolívar [1783-1830]. Prado ajoute que « l'Amérique hispanique a été marquée par des conflits armés qui ont balayé le continent entre 1810 et 1825 ».

L'historienne souligne que le dernier bastion de la Couronne espagnole a été la vice-royauté du Pérou – qui correspond au territoire actuel du Pérou et de la Bolivie –, où le vice-roi a réussi à résister à l'assaut des révolutionnaires jusqu'à l'arrivée du général José de San Martín [1778-1850] et de sa troupe. San Martín a participé au processus d'indépendance de l'Argentine, consolidé en 1816, et il a traversé les Andes avec 5 000 soldats pour atteindre la région. Le Pérou est devenu indépendant en 1821, la Bolivie, en 1825. « Si Bolívar est reconnu comme un héros de l'indépendance au Venezuela, en Colombie, en Équateur et en Bolivie, il en est de même pour San Martín en Argentine et au Pérou ; et il a soutenu la libération du Chili ».

D'après Soares, les populations autochtones ont réagi de différentes manières aux campagnes d'indépendance. Dans la région des Andes, de la Colombie jusqu'au Chili, les autochtones étaient des paysans christianisés qui entretenaient des relations étroites avec le pouvoir colonial : « Au début du XIX^e siècle, les Mapuches qui vivaient dans la région qui est aujourd'hui le centre sud du Chili étaient opposés aux projets d'émancipation parce qu'un changement de gouvernement pouvait mettre en péril les traités de paix signés avec l'Espagne ». D'un autre côté, quand l'Argentine s'est émancipée le nouveau gouvernement a traduit et annoncé la nouvelle en différentes langues amérindiennes : « ces populations ont été officiellement prévenues de la mise en place du nouveau régime ». Soares rappelle que les membres des armées révolutionnaires connaissaient les langues des peuples amérindiens et qu'ils s'en servaient pour les engager dans les luttes d'émancipation.

Au Mexique, c'est un représentant de l'Église catholique, le prêtre Miguel Hidalgo y Costilla [1753-1811], qui a dirigé à partir de 1810 le premier mouvement révolutionnaire pour la fin des relations coloniales et le soulèvement des autochtones contre les Espagnols. « Le père portait des étendards de la vierge de Guadalupe avec des caractéristiques amérindiennes ». Le mouvement d'insurrection a été violemment réprimé et malgré le soutien d'une grande armée popu-

laire, Hidalgo n'a pas échappé à la fusillade. Prado signale que « les mouvements rebelles se sont poursuivis dans le pays jusqu'en 1821, quand le général Agustín de Iturbide [1783-1824], qui avait combattu auparavant les soulèvements pour l'indépendance, a mobilisé un accord entre les élites pour que le Mexique devienne indépendant de la Couronne espagnole ».

En ce qui concerne le Brésil, Sousa Neto (USP) estime que la garantie par l'État que les élites pouvaient s'appropriier les terres, posséder des grands domaines agricoles et compter sur le travail des esclaves a rendu viable la cohésion du pays : « Aujourd'hui, nous formons un état territorial, mais est-ce que nous avons formé une nation ? », se demande le géographe. D'après lui, le Brésil n'a pas seulement été inventé symboliquement, il l'a aussi été matériellement par le biais de processus militaires, politiques et économiques : « L'État brésilien, construit pendant les années 1800, s'est valu du mythe géographique de l'intouchabilité territoriale pour maintenir, autour de la figure de l'empereur, une forte centralisation politique, exprimée de manière exemplaire dans les actions militaires qui ont mis fin aux révoltes régionales survenues au cours du XIX^e siècle ». Selon son interprétation, le Brésil est une société dont l'élément central de l'identité est la cohésion du territoire, un récit qui s'est construit en opposition à l'Amérique espagnole vue comme



Statues équestres de leaders de l'indépendance de l'Amérique hispanique : Simon Bolívar à Caracas, Venezuela (à gauche), et José de San Martín à Buenos Aires, Argentine

Ci-dessous, portrait du général mexicain Agustín de Iturbide, qui a combattu les soulèvements pour l'indépendance et plus tard négocié un accord pour que le Mexique devienne indépendant. À côté, des rebelles haïtiens pendent un propriétaire terrain pendant la Révolution haïtienne [1791-1804]. À droite, portrait de François-Dominique Toussaint L'Ouverture [1743-1803]. En bas à droite, Iturbide reçoit les clés de la ville de Mexico, après l'indépendance



4



Toussaint L'Ouverture.



3



6

5

un lieu de chefs militaires, de guerres civiles, de régression économique et d'anarchie, alors que le Brésil était perçu comme le pays de l'unité, de l'ordre et de la civilisation : « Le drapeau brésilien a d'ailleurs le bleu comme symbole de la noblesse, le jaune représente l'or et le vert renvoie à la famille royale de Bragance, une iconographie différente de l'ensemble des drapeaux des pays hispaniques, qui font allusion aux mouvements de libération et aux processus révolutionnaires ».

Prado indique qu'au Venezuela, par exemple, l'identité nationale s'est formée autour de la figure de Bolívar. En Colombie, même si la société reconnaît le rôle important de Bolívar dans son histoire, c'est le juriste, militaire et politicien Francisco José de Paula Santander [1792-1840] qui est devenu la figure de référence pour les futurs politiciens libéraux. Et l'historienne de conclure : « La dénomination Amérique latine a été inventée au XIX^e siècle et, à partir de la fin du siècle, une identité latino-américaine a été construite en opposition aux Anglo-américains des États-Unis ». ■

Projet

Écrits sur les nouveaux mondes : une histoire de la construction de valeurs morales en langue portugaise (n° 13/14786-6) ; **Modalité** : Projet thématique ; **Chercheur responsable** : Jean Marcel Carvalho França (UNESP) ; **Investissement** : 958 320,68 reais BRL.

Livres

Collectif. **Coleção memória atlântica**. Grupo de pesquisa escritos sobre os novos mundos. São Paulo, FAPESP, Fundação Editora da Unesp e Academia Portuguesa da História.
NETO, M. F. S. **Um geógrafo do poder no Império do Brasil**. Rio de Janeiro, Consequência, 2018.

Chapitre de livre

PRADO, M. L. C. « Identidades latinoamericanas (1870-1930) », dans MORA, E. A. et CARBÓ, E. P. (orgs.), **Historia general de América Latina: Los proyectos nacionales latinoamericanos: Sus instrumentos y articulación, 1870-1930**. Ied, Paris, Ediciones Unesco / Editorial Trotta, 2009.

Articles scientifiques

NETO, M. F. S. « A ciência geográfica e a construção do Brasil ». **Terra Livre**. n. 15, p. 9-2. 2000.
MARQUESE, R. « The other side of the antislavery republics: The empire of Brazil and the making of the second slavery », 7th Annual International Conference Antislavery Republics: The Politics of Abolition in the Spanish Atlantic. **Gilder Lehrman Center for the Study of Slavery, Resistance, and Abolition**. Yale University, 2015.

Dossier

« As independências latino-americanas » **Revista USP**. v. 1, n. 130. 2021.